

*Le budget*

décembre 1981, avait dû faire des amendements à son budget parce qu'il était incorrect.

• (1650)

Madame la Présidente, entre autres, j'ai ici dans cet article de journal 16 amendements différents qui ont été faits par le ministre des Finances de l'époque, qui était l'honorable Allan MacEachen. Peut-être qu'il pourrait comparer ou nous faire part de ses commentaires en regard de la différence de crédibilité entre le ministre des Finances actuel qui, je pense, depuis cinq ans a prouvé un grand sérieux dans ses budgets, à justement corriger les manquements faits aux années antérieures du règne Trudeau, à partir duquel on a vu le déficit passer de l'ordre de près de 200 milliards de dollars, avec la situation que l'on connaît, alors que le gouvernement de l'époque disait: Jamais on gèlera les salaires. C'est ce même gouvernement qui, quelques mois plus tard, lorsqu'il était au pouvoir, gelait les salaires et les prix, et ainsi de suite, en augmentant la taxe sur l'essence qui était passée de 18c. à même au-delà d'un dollar. Peut-être qu'il peut nous commenter l'excellence du temps où il était député avec le ministre des Finances, M. MacEachen.

[Traduction]

**M. Allmand:** Madame la Présidente, en ce qui a trait aux louanges de l'ex-ministre québécois des Finances, M. Landry, qui a occupé ce poste au sein du gouvernement péquiste du Québec, je dois admettre que je n'ai jamais eu confiance en lui du temps où il était ministre des Finances, pas plus d'ailleurs que le peuple québécois qui s'est départi de ce gouvernement et de lui.

En fait, le gouvernement péquiste dirigé par M. Lévesque, et au sein duquel M. Landry agissait comme ministre des Finances, a complètement désorganisé l'économie du Québec. Si M. Landry félicite le ministre des Finances pour le budget qu'il vient de déposer, je recommanderais au ministre de ne pas prendre ces félicitations trop au sérieux.

Mon collègue—il est président du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration et j'ai souvent l'occasion de travailler avec lui—cite des articles de journaux et des éditoriaux à l'appui du budget. S'il veut jouer le jeu des éditos, je pourrais lui en apporter une pile quatre ou cinq fois plus épaisse que la sienne, tous contre le budget. D'ailleurs, je commencerais à les citer, si j'en avais le temps. J'ai ici toute une collection d'éditoriaux et

d'observations d'associations, de groupes, de journalistes et de commentateurs opposés au budget.

Bien sûr, il y a au Canada certain groupes, comme l'Institut Fraser et d'autres, qui sont tout à fait ravis du budget. La plupart des organisations de la droite, qui se gargarisent de théories conservatrices, pensent que c'est un excellent budget parce qu'elles ne regardent pas plus loin que le déficit. Coupez le déficit, même s'il faut démanteler notre système d'enseignement postsecondaire, même s'il faut expulser les malades des hôpitaux. Peu importe ce que vous faites, protégez les riches et bottez le cul des pauvres.

**M. Milliken:** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je sais que le député de Notre-Dame-de-Grâce a beaucoup d'éditoriaux et de documents qui intéresseraient ses collègues. Je me demande si la Chambre consentirait à les faire imprimer en appendice au hansard d'aujourd'hui?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

[Français]

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Reprise du débat. La parole est à l'honorable député de Mercier.

**Mme Carole Jacques (Mercier):** Madame la Présidente, le 20 février dernier, l'honorable ministre des Finances a fait part à la population canadienne du Budget de 1990. Je tiens à le féliciter pour son excellent travail qu'il a accompli encore une fois.

Comme nous le savons tous, l'économie d'un pays est basé sur la croissance. En effet, plus un pays est prospère, meilleure est l'économie.

À notre arrivée au pouvoir en 1984, la situation économique du pays était dans un état lamentable. La dette publique s'élevait à 200 milliards de dollars, tandis que le déficit était de 38 milliards. Le peuple canadien nous a donc donné le mandat clair de rétablir l'économie canadienne. C'est ce que nous avons fait, c'est ce que nous faisons présentement, et que nous continuons de faire.

À l'écoute de la population, notre gouvernement fédéral a entrepris dès 1984 des réformes structurelles de l'économie dans le but d'accroître notre compétitivité et notre potentiel d'expansion et de création d'emplois. Sa stratégie a donné des résultats impressionnants. Au Québec, par exemple, il s'est créé 356 000 nouveaux emplois. Malheureusement, notre possibilité de croissance est entravée par la dette écrasante qui pèse sur l'avenir des générations à venir et tout cela, madame la Présidente, à